

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Procès de Moscou (Amédée Dunois). — Le Procès des « Social-Révolutionnaires » : Appel de l'Exécutif de l'Internationale ; Résumé de l'acte d'accusation. — Les méthodes de direction de l'Internationale (Albert Treint).

Le Procès de Moscou

Nous avons cru devoir consacrer au procès des socialistes révolutionnaires qui se déroule actuellement à Moscou la presque totalité de ce numéro du *Bulletin Communiste*. Peut-être n'avons-nous pas, en France, attaché assez d'importance à cet épisode si pleinement démonstratif de la lutte internationale des classes. Disons-le franchement, au risque de voir, demain, les pires détracteurs de la République des Soviets faire flèche de notre « aveu » : le procès de Moscou n'est pas positivement « populaire ». Il crée jusque dans les rangs de la classe ouvrière un malaise qui se dissipe d'autant plus lentement que notre Parti communiste n'a pas tenté grand effort pour écarter les nuées et faire la lumière. C'est que la sensibilité révolutionnaire parle souvent en nous plus haut que la raison. C'est que l'habitude de la défaite nous pousse à embrasser partout et toujours la cause des vaincus. Et quand nous avons affaire à des hommes inculpés d'un crime politique, c'est à ces hommes que nos sympathies vont d'instinct, tandis que les accusateurs, Fouquier-Tinville ou Marchangy, nous semblent mériter toutes les flétrissures.

Les socialistes-révolutionnaires qu'on juge en ce moment à Moscou sont à la fois des vaincus et des accusés politiques. Est-ce un motif suffisant pour qu'ils nous deviennent sacrés ? Ces vaincus d'hier, accusés d'aujourd'hui, qui sont-ils donc ? Des socialistes et des révolutionnaires ? Allons donc ! Quand on a combattu, les armes à la main, la première République prolétarienne du monde, quand on s'est fait chez elles les fourriers de l'ennemi, quand on a sur les mains le sang inéffaçable de milliers d'ouvriers tombés sous les balles des blancs, on peut tant qu'on voudra coller à son chapeau l'étiquette socialiste, on

ne fait qu'ajouter le mensonge cynique à la trahison exécrationnelle. Toute révolution a ses chouans, toute greve à ses sarrasins et ses jaunes. Cela s'est vu et se verra toujours. Ce qui ne s'était jamais vu, depuis qu'il y a des révolutions et des grèves, c'est la chouannerie s'intitulant socialiste, le sarrasinage s'affirmant révolutionnaire, la jaunisse se réclamant de l'Internationale !

Quand nous débarrasserons-nous de notre sensibilité *femeline* et trompeuse ? Quand deviendrons-nous marxistes ? Marx n'a pas seulement délivré le socialisme de l'idéologie ; il l'a arraché à la sentimentalité vaine et vague qui brouille le jugement et la vue. Nul homme au monde ne fut moins kantien que Marx : il se moquait aussi bien des maximes universelles que des vérités impérisables. Aimer le prolétariat, servir en lui la révolution sociale, haïr et combattre à mort les ennemis du prolétariat et de la révolution, c'était là pour lui la morale : elle en valait, ma foi, bien d'autres ! Ce n'est pas lui qui n'eut vu, dans les Gotz, les Timofeev, les Donskoï, que des « vaincus » et des « victimes » : il les aurait cloués tous au même pilori que les « vainqueurs » de la Commune ; il les aurait traités, tout socialistes et révolutionnaires qu'ils se disent, en ennemis du socialisme et de la révolution.

Il n'aurait pas eu tort. Les camarades en jugeront par le résumé de l'acte d'accusation qui va suivre. C'est la thèse des accusateurs, dites-vous ? — Oui, des accusateurs. — Vous vous rangez donc délibérément du côté de l'accusation ? — Pourquoi pas, si l'accusation défend dans l'occurrence, non plus les intérêts de classe de la bourgeoisie, mais ceux

du prolétariat ?... De même que nous sommes pour l'armée rouge, nous sommes pour la justice rouge : l'une et l'autre, armée et justice, sont les instruments terribles et, hélas ! nécessaires, de la dictature du prolétariat.

A qui la faute si la révolution prolétarienne, assaillie de toutes parts, doit se défendre contre des ennemis implacables ? Du moins ne cherche-t-elle pas à donner hypocritement le change et proclame-t-elle sans sourciller, par la bouche du président même du Tribunal révolutionnaire suprême Piatakov, que l'impartialité des tribunaux quels qu'ils soient « est un grossier mensonge ». La « justice impartiale n'est qu'une frime bourgeoise, une utopie aussi fantastique qu'une « armée tolstoiennne », par exemple !

A l'heure où dans tous les pays d'Europe et principalement en France, les social-réformistes redoublent de fureur contre la Révolution soviétique et où le procès de Moscou sert de prétexte facile à tous les contre-révolutionnaires de gauche dont M. Vandervelde est le type accompli, pour se poser en défenseurs du droit outragé, la publication documentaire qui va suivre « est plus qu'actuelle, elle est urgente », selon le mot du vieil Hugo. En un saisissant raccourci, c'est tout le drame intérieur de la Révolution russe qui se joue sous nos yeux. Pauvre grande révolution ! Elle n'a pas eu seulement à lutter contre l'intervention étrangère, disposant d'armées puissamment outillées, contre le blocus infernal, contre une famine plus meurtrière en un an que la guerre mondiale en quatre, contre la désorganisation économique totale, contre le sabotage systématique des classes moyennes, contre l'ignorance et l'impréparation des masses paysannes, contre toutes les circonstances combinées qui, jusqu'ici, ont fait obstacle à l'application méthodique du système communiste et à l'avènement d'un régime de légalité régulière : il lui a fallu se défendre contre la conspiration et le terrorisme des frères ennemis, socialistes-révolutionnaires de droite ou de gauche et mencheviks ! Nous avons rêvé autrefois d'une révolution russe où tous les révolutionnaires, ceux de la paysannerie comme ceux du prolétariat, eussent travaillé et combattu coude à coude... Hélas ! la réalité est tout autre. Tous les révolutionnaires russes n'étaient pas faits de la même chair et du même sang. La révolution a dû démasquer les fourbes, les pusillanimes, les traîtres. Et le plus naturellement du monde, ceux qu'elle a démasqués ont trouvé un appui fraternel et complice dans les Internationales de Londres, d'Amsterdam et de Vienne. La bourgeoisie de gauche leur fait, elle aussi, les yeux doux. Le socialisme-révolutionnaire n'est plus aujourd'hui un parti russe : il est devenu un parti international ; le parti de tous les adversaires de la Russie des Soviets, de tous les ennemis de la révolution réelle, si différente de la révolution verbale, de tous ceux qui trahissent, dans leurs

condamnations de la dictature du prolétariat, leur crainte et leur méfiance du prolétariat.

En se rangeant sans hésiter du côté des accusés de Moscou, ces gens ne se sont pas mépris. Ils savent de toute évidence que le procès des socialistes-révolutionnaires, c'est leur procès à eux. Quand il prend la défense de Timoféiev et de Gotz, c'est Vandervelde lui-même que Vandervelde défend. L'Internationale communiste, dans l'appel déjà un peu ancien (il date de la fin de mai) que nous publions ci-dessous, l'a dit en termes décisifs : « Sachez-le, c'est le procès des Noske et des Hoersing russes, c'est celui des serviteurs russes de Poincaré, c'est celui des compagnons d'armes de Koltchak et de Denikine. C'est le procès des socialistes qui, dans plusieurs pays, ont été des assassins d'ouvriers et qui le redeviendront infailliblement dans tous les pays où le prolétariat s'insurgera contre ses exploiters ! »

Quand on a, comme nous l'avons, la certitude profonde que le procès de Moscou est, par-dessus la tête de quelques comparses, le procès de tout un socialisme, de tout un internationalisme, de toute une tradition de compromissions pratiques et de déviations doctrinales, c'est avec la conscience inflexible d'accomplir son devoir envers le prolétariat qu'on se range, comme l'ont fait à Moscou les Marchand, les Pascal, les Sadoul, « du côté de l'accusation ». Nous ne souhaitons ici la mort d'aucun coupable ; nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour que le procès de Moscou ne se termine pas dans le sang. Mais il faut que les contre-révolutionnaires de tous les pays apprennent à connaître qu'ils ne sont pas simplement justiciables du tribunal de l'histoire et qu'il y a pour eux désormais des juges — à Moscou.

Amédée DUNOIS.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 128, rue Lafayette, PARIS

Le Procès des "Socialistes-Révolutionnaires"

Un Appel de l'Exécutif

Nous publions ci-dessous l'appel adressé aux Partis Communistes par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à propos du procès des prétendus « Socialistes Révolutionnaires » de Russie.

Le 1^{er} juin 1922 commencera à Moscou un procès sur lequel doit être fixée l'attention des travailleurs conscients du monde entier. Seront jugés 47 membres des plus en vue d'un parti qui s'intitule « socialiste-révolutionnaire ». Des travailleurs, mal informés sur les partis politiques en Russie, s'imagineront peut-être qu'il s'agit de socialistes et de révolutionnaires authentiques. A la vérité, les « socialistes-révolutionnaires » russes ne peuvent être comparés qu'aux « radicaux-socialistes » ou aux « socialistes indépendants » français. Il s'agit d'un parti bourgeois qui se qualifie démocratique et même socialiste, mais qui depuis de longues années. Du temps où il était marxiste, feu Plekhanov appelait ce parti celui des socialistes-révolutionnaires.

Les crimes des « s.-r. » contre la révolution russe sont innombrables. Dans les premiers jours de la révolution de mars 1917, les chefs des s.-r. unis aux chefs mencheviks offrent le pouvoir conquis par les ouvriers et par les soldats à une poignée d'impérialistes à la tête desquels se trouvent MM. Goutchkov, Miloukov, le prince Lvov et d'autres valets de l'Entente. Toute leur influence les « s.-r. » et les mencheviks l'emploient alors à convaincre les soldats, les paysans, et ceux d'entre les ouvriers qui les suivent encore de la nécessité de restituer le pouvoir à la bourgeoisie et de continuer la guerre impérialiste, commencée au nom de la Russie par le tsar Nicolas II. En juin 1917, l'ex-ministre Kérenski, membre du Comité central du Parti S.-R., agissant avec l'approbation sans réserves des leaders de son parti et des leaders mencheviks, déclenche, conformément aux ordres des impérialistes anglo-français, une offensive sur le front occidental, offensive qui coûte la vie à des dizaines de milliers de travailleurs russes. En juillet 1917 les « s.-r. » et les mencheviks participant au gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, tentent de créer, contre les chefs bolcheviks, une sorte d'« affaire Dreyfus ». Les ministres des deux partis se servent des plus viles calomnies, accusent Lénine, Trotski, Zinoviev, Lounatcharski et d'autres vieux révolutionnaires d'être les agents du kaiser et d'avoir reçu des fonds pour leur propagande contre la guerre. Ce fut à l'époque une tentative consciente d'assassinat légal, ce fut le commencement d'exécution d'un plan froidement conçu qui eut con-

sisté à livrer les chefs du prolétariat révolutionnaire à la réaction déchainée. Les « s.-r. » et les mencheviks essayent au même moment de désarmer les travailleurs de Petrograd. Dans les journées de juillet 1917 ils les abattent par centaines dans les rues et répriment de même le mouvement des marins de Cronstadt. Par dizaines les journaux des tendances bolchevistes sont supprimés par le gouvernement de coalition et plus particulièrement par le ministre de l'Intérieur, membre du Comité central du Parti S.-R. Avksentiev. Inspirées par les « s.-r. » des bandes d'officiers réactionnaires saccagent les locaux des syndicats. Le mouvement ouvrier devient pour un moment clandestin.

Le « s.-r. » Kérenski confie le haut commandement de toutes les forces militaires du pays au grand réactionnaire Kornilov. A la demande de ce général et de Savinkov, membre à cette époque du Parti « S.-R. », le gouvernement de coalition menchevik, « s.-r. » et bourgeois, rétablit la peine de mort en Russie. Le ministre menchevik Tseretelli devient un des principaux défenseurs de la peine de mort. Les mencheviks connus Voïtinski, Dan, Bogdanov, Liber et d'autres prouvent la nécessité du rétablissement de la peine de mort. Le gouvernement de Kérenski fait mitrailler dans la zone des armées des régiments bolcheviks.

Au bout de quelques semaines le général réactionnaire Kornilov, qui tient son poste, rappelons-le, du gouvernement Kérenski, découvrant le front devant les armées impérialistes allemandes, marche sur la capitale révolutionnaire. On apprend que le « s.-r. » Savinkov est de mèche avec lui, et que Kérenski lui-même n'est pas étranger au complot.

Quelques jours après la grande victoire du prolétariat russe du 25 octobre (7 novembre) 1917, le Comité central du Parti « S.-R. » organise la révolte des junkers, fils de la noblesse, contre les ouvriers de Petrograd. Un membre du comité central du Parti « S.-R. », un des accusés d'aujourd'hui, A. Gortz est l'organisateur principal du mouvement des junkers qui coûte aux prolétaires de Petrograd de grands sacrifices.

Au début de 1918 le parti « socialiste-révolutionnaire » conclut un accord manifeste avec l'Entente et, dans les résolutions de ses organes centraux, appelle l'intervention alliée. Le comité central de ce Parti à la tête duquel se trouvent Tchernov, Aksentiev, Zinzinov, Minor, s'avère l'allié des légions contre-révolutionnaires tchéco-slovaques, formées principalement d'officiers prisonniers de guerre en Russie. Les travailleurs tchèques savent quels éléments composaient ces légions et que ce sont ceux-là même parmi lesquels, en Allemagne, se recrutèrent les fusilleurs des spartakistes et

les assassins de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Avec l'appui de ces légions tchéco-slovaques, le Parti Socialiste-révolutionnaire prend le pouvoir à Samara et organise la guerre civile contre le prolétariat russe. En quelques mois le Parti « S.-R. » et les Tchéco-Slovaques égorgent des milliers et milliers d'ouvriers russes sympathisant avec le pouvoir des soviets. Dans la seule ville de Samara, au moment où les troupes « S.-R. » et tchéco-slovaques devaient sous la pression de l'armée rouge, l'évacuer, le chef du Parti Socialistes-révolutionnaire, Tchernov, fait fusiller plus de 600 ouvriers bolcheviks.

Grâce aux « s.-r. » et aux légions tchéco-slovaques, le pouvoir en Sibérie passe à l'amiral Koltchak, qui s'efforce de jouer en Russie un rôle analogue à celui du général Galliffet dans la répression de la Commune. Les membres du Comité central du Parti Socialiste-Révolutionnaire, Avksentiev et Zenzinov tiennent la bride du cheval blanc de Koltchak. Pendant des mois, le Parti S.-R. travaille consciencieusement pour l'amiral Koltchak jusqu'au moment où ce dernier le chasse du pouvoir comme lui étant désormais inutile. Koltchak ayant tiré tous les avantages désirables de la tarhison des « s.-r. », erpulse à l'étranger Avksentiev et Zenzinov.

A Arkhangelsk, les impérialistes anglais établissent cependant un gouvernement blanc soutenu par les baïonnettes d'un corps d'occupation. Ils placent à la tête de ce gouvernement un des fondateurs du socialisme-révolutionnaire russe, un homme resté aujourd'hui très voisin du Parti « S.-R. », Tchaïkovski. Très nombreux sont les membres du Parti « Socialiste-Révolutionnaire » qui, dans les armées des généraux Youdenitch et Dénikine, se battent contre les ouvriers. Dans les régions temporairement occupées par Dénikine, Youdenitch et Koltchak, les s.-r. et les mencheviks les plus en vue se livrent à de véritables orgies.

Ce n'est pas tout. Le Parti Socialiste-révolutionnaire applique la tactique du terrorisme individuel dans sa lutte contre les chefs du prolétariat russe. L'ardent tribun des travailleurs de Petrograd, Volodarski, est tué — ce fait est maintenant éclairci par les révélations d'un ancien membre responsable du Parti S.-R. Semenov — sur l'ordre du comité central du Parti « S.-R. ». Un demi-million d'ouvriers et d'ouvrières de Petrograd suivent, par un triste jour de pluie, la dépouille de Volodarski. La colère du prolétariat de Petrograd contre ses assassins est unanime.

Le vieux révolutionnaire Ouritski, souvent enfermé dans les prisons de l'autocratie, indéfectiblement dévoué à la révolution, est tué par l'étudiant Kannegisser, membre du groupe des socialistes-populaires. Le même jour, Fany Kaplan, membre du Parti S.-R. et agissant, comme l'établiront au procès de Moscou des témoignages indiscutables, par ordre du comité central du Parti « S.-R. », tire sur le chef du prolétariat mondial Lénine. Lénine, gravement blessé, passe plusieurs jours entre la vie et la mort. Les travailleurs du monde respirèrent plus librement quand ils apprirent que Lénine était sauvé. La balle extraite ces jours-ci, après trois ans, de la poitrine de Lénine, porte les marques de plusieurs rayures qui devaient la rendre plus dangereuse. Les assassins « s.-r. » se flattaient d'avoir empoisonné les balles destinées à cet attentat avec du curare. Pendant plusieurs mois les assassins s.-r. poursuivent systématiquement Trotski, Zinoviev et d'autres chefs du prolétariat. Les mencheviks, qui se proclament en principe les adversaires du terrorisme,

connaissaient tous ces faits et formaient un bloc politique avec les « s.-r. ».

Tels sont les principaux crimes — dont la liste est loin d'être épuisée — du Parti des prétendus socialistes-révolutionnaires que le tribunal prolétarien de Moscou va juger. Au programme de ce Parti « S.-R. » figure le rétablissement du pouvoir du capital. Sous le manteau de la démocratie ce Parti ne défend que la restauration bourgeoise. C'est le Parti le plus actif de la contre-révolution russe et par conséquent de la contre-révolution internationale.

Faut-il désormais nous étonner de ce que les chefs des Internationales 2 et 2 1/2 prennent volontiers ce Parti sous leur haute protection ? Comment Noske et Scheidemann, Wels et Ebert ne prendraient-ils pas, après avoir inspiré l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Liebknecht, sous leur haute protection Ichernov et Gotz, c'est-à-dire les inspirateurs des assassinats de Volodarski et d'Ouritski, les inspirateurs de l'attentat contre Lénine ? Comment l'ancien ministre Vanderveide, qui, en 1914, au début de la guerre, conversait amicalement avec l'ambassadeur du tsar, le prince Koudachev, comment le Vanderveide qui, sous le ministère Kérenski, venait en Russie pour y prolonger la guerre impérialiste, le Vanderveide signataire du traité de Versailles ne prendrait-il pas la défense du Parti Socialiste-Révolutionnaire ? Comment l'ancien ministre du roi d'Angleterre Henderson et le futur ministre Macdonald, spectateur complaisant des massacres accomplis par leur gouvernement dans ses colonies, et qui n'ont pas proféré un mot de protestation lors de l'assassinat du révolutionnaire irlandais Connolly, comment ces respectables petits-bourgeois ne prendraient-ils pas la défense du Parti des contre-révolutionnaires russes ? Comment les chefs de l'Internationale de Vienne qui s'enorgueillit de l'adhésion des mencheviks russes, fidèles alliés des « socialistes-révolutionnaires », comme de celle des social-démocrates lettons et finlandais qui ont versé le sang de milliers d'ouvriers communistes, comme de celle des « socialistes serbes » qui chassent de la gendarmerie les communistes de leurs Maisons du Peuple, comment les chefs d'une Internationale de cet acabit ne prendraient-ils pas la défense des s.-r. de contre-révolution ? Comment les social-démocrates géorgiens qui, pendant leur passage au pouvoir, ont massacré des milliers d'ouvriers et de paysans révolutionnaires ne chercheraient-ils pas des défenseurs dans les Internationales 2 et 2 1/2.

Pour contrecarrer l'établissement de l'unité prolétarienne qu'ils redoutent par-dessus tout, les chefs de ces deux Internationales ont eu recours à une provocation consistant à exiger de la Russie des soviets l'admission au procès des 47 socialistes-révolutionnaires d'une bonne dizaine d'avocats appartenant aux Internationales de Londres et de Vienne. Et pour remplir ce rôle les chefs de ces deux Internationales ont fait appel aux politiciens les moins scrupuleux, au social-traitre français Paul-Boncour, politicien retors, à l'avocat Modigliani, socialiste italien, le frère de l'ex-ministre du roi des Belges Wauteres, à l'ex-ministre du roi des Belges Vanderveide, au réformiste hollandais Oudegeest, vieil ennemi de la Russie des soviets, aux membres du comité central du Parti S.-R., c'est-à-dire aux compagnons d'armes de Koltchak, Soukhomline, Zenzinov et Gourevitch.

Le gouvernement des soviets, malgré le caractère provoquant de cette liste de défenseurs, a donné son consentement à leur venue en Russie. Conformément à l'accord conclu par la conférence de

Berlin, l'Internationale Communiste a, de son côté, consenti à l'entrée en Russie de ces ennemis avérés de la révolution prolétarienne. Car les travailleurs du monde doivent savoir que l'Internationale Communiste fera l'impossible pour déjouer les manœuvres des chefs des Internationales 2 et 2 1/2 contre le front uni.

Mais l'Internationale Communiste dit aussi aux travailleurs du monde : La Russie des soviets, premier Etat ouvrier, est la principale forteresse du prolétariat mondial. C'est pourquoi les événements importants qui s'y accomplissent concernent directement le prolétariat international. Le procès du Parti « Socialiste-Révolutionnaire », organisation principale de la contre-révolution active, en Russie, sera un de ces événements. Ce sera devant le tribunal une joute entre la révolution prolétarienne et ses adversaires petits-bourgeois. Le prolétariat international verra se dérouler au procès de Moscou toute l'histoire de la grande révolution russe, l'histoire de toutes les tentatives de la réaction internationale en vue de l'étouffer, de toutes les trahisons et de tous les crimes des partis des Internationales 2 et 2 1/2 contre le mouvement émancipateur du prolétariat.

L'Internationale Communiste s'adresse à tous les travailleurs conscients et surtout à ceux qui on jusqu'à présent accordé leur confiance au Parti des Internationales de Londres et de Vienne. A ces travailleurs l'I. C. demande de suivre avec la plus grande attention le procès de Moscou. La presse mondiale en donnera le compte rendu. Aussitôt après la fin du procès, le procès-verbal en sera publié. Suivez donc la joute qui va avoir lieu à Moscou entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution bourgeoise. Et sachez-le : C'est le procès des Noske et de Hersing russes, c'est celui des serviteurs russes de Poincaré, c'est celui des compagnons d'armes de Koltchak et de Dénikine. C'est le procès des socialistes qui dans plusieurs pays ont été des assassins d'ouvriers et qui le redeviendront infailliblement dans tous les pays où le prolétariat s'insurgera contre ses exploités !

A bas les ennemis de la révolution prolétarienne ! Vive la Russie des soviets !

Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

Résumé de l'acte d'accusation

Le Parti S. R. et la Révolution d'Octobre

Le 25 octobre 1917 (7 novembre, nouveau style), la classe ouvrière et la garnison de Petrograd renversèrent le gouvernement provisoire bourgeois créé par la révolution de mars. Le 27 octobre, le gouvernement ouvrier et paysan, dont le deuxième congrès panrusse des soviets venait d'approuver la formation, adoptait les trois décrets fondamentaux sur le pouvoir, la terre et la paix.

Le décret sur le pouvoir abolissait définitivement celui de la bourgeoisie et transmettait tous les pouvoirs centraux et locaux aux soviets élus par les seuls travailleurs.

Le décret sur la paix invitait tous les gouvernements et tous les peuples à cesser une guerre de brigandage et à conclure sur-le-champ une paix équitable pour toutes les nationalités. La Révolution russe déclarait la paix au monde.

Le décret sur la terre déclarait dans son paragraphe premier : « La propriété privée du sol est immédiatement supprimée sans indemnité ». Les paragraphes 6 et 8 ajoutaient que le sol constitue désormais le bien de la nation et que les organes d'administration locaux et centraux sont chargés de répartir les terres entre les travailleurs. Tous les citoyens sans distinction de sexe désireux de cultiver la terre, soit individuellement, soit en associations fraternelles, y avaient un droit égal. Le salariat était supprimé.

Conquête du pouvoir par la classe ouvrière, lutte pour la paix, expropriation des terres, telle fut la révolution d'octobre. Le prolétariat industriel des villes, l'armée tout entière (il s'agit, bien entendu, des soldats), des millions de paysans, telles étaient ses forces.

La caste militaire (officiers et généraux), les gros propriétaires fonciers, les industriels et les commerçants et enfin la petite bourgeoisie hésitante, tels étaient ses ennemis. Avec la grande bourgeoisie il ne pouvait être question pour elle que d'une lutte acharnée. Avec la petite bourgeoisie, la question se posait autrement. Dans les villes et dans

les campagnes, les classes moyennes obéissaient en réalité à la direction du Parti Socialiste-Révolutionnaire.

Le Parti S.-R. avait, dans le ministère Kerensky, une influence dominante. Le président du Conseil appartenait à ce parti. Le président du Conseil provisoire législatif de la République, Avxentiev, y appartenait aussi. A la Douma de Moscou, il avait la majorité. Dans celle de Petrograd, il avait presque la moitié des sièges. Dans tout le pays, ses organisations étaient les plus fortes organisations politiques. Les masses paysannes les suivaient, ainsi que les intellectuels et une forte minorité d'ouvriers. Au premier congrès panrusse des soviets, ce parti avait eu la majorité.

Mais au moment de la révolution d'octobre, sa situation avait changé. Ses efforts persévérants en vue de réaliser un compromis avec la bourgeoisie, ses indécisions dans la question agraire, ses faiblesses en présence de la réaction, sa phraséologie révolutionnaire contrastant avec une politique de défense nationale servile à l'égard de l'Entente, lui faisaient rapidement perdre sa popularité. Les intérêts de la Révolution et les siens propres enjoignaient impérieusement au Parti S.-R. de rompre avec sa politique de paix sociale et de se ranger résolument du côté du prolétariat. Il en résultait dans le parti même un profond malaise. Le quatrième congrès du Parti S.-R. vota un blâme au comité central pour sa « faiblesse envers les membres du parti exerçant le pouvoir ». Le même congrès, dans une résolution sur la situation générale, déplora solennellement « le manque de volonté du parti qui n'avait pas su prendre le pouvoir au moment opportun ».

Le Parti S.-R. était donc à ce moment sur le point de comprendre la situation réelle, et c'est l'impulsion de ses chefs qui lui donna une orientation décidément contre-révolutionnaire. Proche de la bourgeoisie, à laquelle les rattachaient des liens personnels, les chefs du Parti S.-R. répudièrent le principe du pouvoir des soviets et se prononcèrent pour l'Assemblée constituante, dans laquelle de-

vaient entrer des représentants de toutes les classes de la société, c'est-à-dire la bourgeoisie. Ainsi en décida la résolution même que nous venons de citer. Défendre l'Assemblée constituante au moment où commençait la guerre civile, c'était défendre les dernières chances qu'avait la bourgeoisie de reprendre le pouvoir. Cette résolution prise par les chefs du Parti S.-R. fut leur première trahison contre la révolution prolétarienne. Toutes les autres devaient en découler.

La révolution prolétarienne n'avait pas versé le sang et elle était victorieuse. Mais les socialistes-révolutionnaires se dressaient devant elle. Pendant que le peuple de Pétrograd fêtait la prise du Palais d'Hiver, le Comité central du Parti S.-R. publiait un manifeste informant tous les citoyens que la Douma de Pétrograd avait, dans sa séance du 24 octobre, formé un *Comité du Salut public* démocratique. Ce comité, formé par des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qui avaient quitté le deuxième congrès panrusse des soviets, allait devenir, dans quelques jours, le *Comité du Salut de la Patrie et de la Révolution*, dans lequel, comme nous en informé le numéro du 27 octobre de l'organe officiel du Parti S.-R. (*Narodnoé Diélo*) entrèrent trois délégués de la Douma, trois délégués de l'ancien comité panrusse des soviets (dont les mandats étaient périmés), trois délégués des soviets, plus les représentants du Comité central S.-R., des mencheviks, du groupe socialiste l'*Unité* du parti des socialistes populaires. La déposition du représentant des socialistes populaires à ce comité, Ignatiev, nous apprend que trois cadets appartenant à la grande bourgeoisie urbaine en faisaient aussi partie : M. Nabokov, la comtesse Panine et une troisième personne dont le nom ne nous est pas connu.

Le surlendemain de la révolution d'octobre, le Parti Socialiste-Révolutionnaire formait ainsi, contre la révolution prolétarienne, un bloc avec la bourgeoisie.

Le Parti S. R. collabore avec le Général Krasnow

La déclaration de guerre du Parti S.-R. à la révolution d'Octobre fut formelle. « La fraction S.-R. du II^e Congrès panrusse des Soviets déclare que le coup de force accompli par les bolcheviks et par le Soviet de Pétrograd à la veille de la réunion de la Constituante est un crime contre la patrie et la révolution... », lisons-nous dans le n^o 190 du *Narodnoé Diélo*, organe officiel du Parti.

A quelques jours de là, après un manifeste du *Comité pour le Salut de la Patrie et de la Révolution* qui exhortait les troupes à ne point se soumettre aux Soviets, un second manifeste du même Comité annonçait que « le président du Comité central du Parti S.-R., président honoraire du Soviet des paysans Victor Tchernov, arrive avec les troupes qui marchent sur Pétrograd ».

Tchernov ne venait pas seul. Le III^e corps de cosaques qu'il suivait était commandé par le général Krasnov, devenu, par la suite, le chef des bandes réactionnaires du sud de la Russie (1918), l'allié, en Ukraine, de la soldatesque du kaiser, et l'un des chefs de l'émigration monarchiste à Berlin.

C'est avec ce chef d'armée que le leader incontesté des S.-R. venait rétablir l'ordre à Pétrograd.

A la même heure, tandis que les gardes rouges se précipitaient sur les positions de défense de Pétrograd, une tentative d'insurrection s'accom-

plissait dans la capitale même. Nous en connaissons les dessous par les dépositions des anciens S.-R. Krakovetsky et Rakitin-Brown qui la dirigèrent.

« Le départ de Kerensky au front des troupes de l'ordre avait été considéré comme le signal de la résistance armée. La commission militaire du Comité central S.-R. prit contact avec les écoles militaires et les troupes restées fidèles au gouvernement provisoire. Nous apprîmes que l'on se préparait à désarmer nos automobiles blindées. Dans la nuit du 29 octobre, nous décidâmes d'agir sans tarder ». Le colonel Polkovnikov fut chargé, sur les instances de l'accusé Gotz, de diriger l'insurrection. Avxentiev signa l'ordre aux écoles militaires de prendre les armes et de combattre.

Déjà des placards annonçant le rétablissement du gouvernement provisoire, les ordres d'arrestation du Comité révolutionnaire bolchevik étaient prêts, signés, en l'absence de Gotz et d'Avxentiev, par le menchevik Sinani et le S.-R. Rakitine-Brown.

Le coup de force échoua. Après quelques combats de rues infructueux, les junkers furent défaits par les gardes rouges.

Et le lendemain, 30 octobre, Avxentiev publiait dans le *Narodnoé Diélo* une déclaration dans laquelle il affirmait « n'avoir jamais signé l'appel aux écoles militaires et n'avoir connu cet appel que par les journaux ». Gotz, le menchevik Sinani, le *Comité pour le Salut de la Patrie et de la Révolution* désavouèrent, dans des termes semblables, le coup de force qu'ils avaient monté et que plusieurs centaines de jeunes hommes avaient payé de leur vie.

Rakitine-Brown dépose : « Je fus indigné. C'était une attitude de renégats. Gotz avait participé à l'organisation. Avxentiev avait signé l'appel, Sinani aussi. Jamais je n'eus renié ma signature, croyant combattre réellement pour la révolution. »

Moralement comme militairement, le Parti S.-R. est défait. Il continue cependant, jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante, à préparer le renversement par les armes du pouvoir des Soviets. A cet égard, remarquons ses tentatives pour entrer en liaison avec Ludendorf et pour se rapprocher de l'organisation clandestine d'extrême-droite de l'ancien S.-R. Filonenko.

Le IV^e Congrès du Parti S.-R. avait formé une commission militaire près le Comité central, dont la tâche principale devait être « la liquidation du pouvoir bolchevik et la défense de la Constituante » (déposition Séménov). L'accusé Donskoï décida pour le Comité central S.-R. que la commission militaire ne devait pas se rapprocher politiquement de l'organisation Filonenko, mais pouvait en accepter de l'argent et une collaboration purement militaire. Filonenko se proposait de confier le pouvoir à un ministère formé des personnes suivantes : Païtchinsky (fabricant), prince Lvof (propriétaire), Pechekhovov (soc. populaire), Konovalov (cadet, fabricant), Kichkine (cadet), sous sa propre présidence. L'accusé Donskoï eut une entrevue avec Filonenko.

L'organisation militaire du Parti S.-R. entra de même en relations avec le gouvernement clandestin de l'avocat germanophile Ivanov, qui préparait également le renversement des Soviets et se prétendait en négociations avec Ludendorf. Le bureau du Comité central décida, « vu la possibilité d'un contact avec l'état-major allemand », de « rester en relation et de feindre l'accord ».

Quant à la question d'argent, l'accusé Donskoï avait déclaré qu'on pouvait en prendre partout.

Le Parti S.-R. se proposait de faire donner toutes ses forces au moment de la réunion de l'Assemblée constituante.

Comment et pourquoi fut dissoute la Constituante

Le 5 janvier 1918, l'Assemblée consultative s'ouvrait à Petrograd. Le 8 janvier s'ouvrait le troisième congrès panrusse des soviets, comptant mille délégués communistes en grande majorité. L'Assemblée constituante était formée de 420 députés dont 153 bolcheviks et s.-r. de gauche et 244 s.-r. de droite et membres des autres partis, ce qui assurait aux s.-r. de droite une forte majorité.

« Qui veut la paix doit comprendre que l'Assemblée constituante doit prendre contact avec le pouvoir des soviets », disait la veille notre camarade Volodarsky.

Ainsi se posait le dilemme. Les s.-r. de droite avaient la majorité officielle de la Constituante. Les bolcheviks avaient la majorité de fait dans les masses populaires et au congrès des soviets.

Une résolution du 2^e Congrès des soviets paysans avait déjà proclamé que « tout empiètement de la Constituante sur le pouvoir des soviets révolutionnaires serait considéré comme un attentat contre les conquêtes de la révolution et suivi d'une riposte énergique ».

Le Comité panrusse des soviets, réuni le 3 janvier, avait, dans le même esprit, préparé un message à la Constituante, l'invitant à reconnaître :

1^o Que la Russie est République des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans auxquels appartient le pouvoir ;

2^o Que la Russie est une libre fédération de républiques soviétistes nationales ;

3^o Que la propriété privée du sol y est supprimée sans indemnité ;

4^o Que le contrôle ouvrier et la formation du Conseil supérieur de l'Economie sont maintenus et constituent un premier pas vers l'expropriation de l'industrie ;

5^o Que toutes les banques sont devenues propriété de l'Etat ouvrier et paysan ;

6^o Qu'une armée rouge, socialiste, est formée et que les classes possédantes doivent être désarmées ;

7^o Que la politique de paix et de fraternité des travailleurs russes envers les travailleurs étrangers — l'annulation des traités secrets et les démarches pour une paix démocratique sont confirmées ;

8^o Que la politique d'exploitation coloniale est désormais complètement abandonnée ;

9^o Que les dettes extérieures de l'ancien régime tsariste et bourgeois sont annulées afin de porter un premier coup à la finance internationale.

Toutes ces déclarations incluses dans la « Déclaration des Droits des Travailleurs et du Peuple exploité », présentées à l'Assemblée constituante, y furent repoussées par 237 voix contre 146, les s.-r. d'Ukraine s'étant abstenus. D'accord avec la bourgeoisie, la majorité de la Constituante jetait un défi à la face de toute la Russie laborieuse en refusant de reconnaître les conquêtes de la Révolution d'octobre. « Ne voulant pas dissimuler un seul instant le crime commis par les ennemis du peuple, nous quittons l'Assemblée constituante et laissons au pouvoir des soviets le soin de préciser son attitude envers les éléments contre-révolutionnaires de cette Assemblée », déclaraient aussitôt les cons-

tituants bolcheviks, suivis dans leur sortie démonstrative par les députés s.-r. de gauche.

Et le 10 janvier 1918, l'Exécutif panrusse des soviets adoptait, sur proposition du Conseil des Commissaires du Peuple un décret ordonnant la dissolution de la Constituante. Mais la Constituante, maintenant composée des seuls éléments contre-révolutionnaires, proclamait de son côté la Russie République fédérative démocratique. Au lieu des soviets ouvriers et paysans, elle restaurait l'Etat démocratique bourgeois.

Le même jour, premier et dernier jour d'activité de la Constituante, le Parti S.-R. tentait de renverser par la force le pouvoir des soviets. Les dépositions des anciens membres de ce parti, Paevski et Semenov, tous deux membres de la Commission militaire près le Comité central du parti, nous éclairent sur cette tentative contre-révolutionnaire. Dès avant, la Commission militaire avait créé sous les apparences d'une université populaire un centre de ralliement des partisans de la Constituante. Chaque jour, rue Galernaia, les représentants de la garnison, sympathisant aux s.-r., délibéraient. « Paevski organisait à la même heure des formations ouvrières de combat. Tout ce travail de préparation militaire était surveillé par le membre du Comité central Gherstein ».

« A la veille de la manifestation projetée, le Comité central du parti, réuni dans la nuit, nous invita à n'intervenir que lorsque des collisions se seraient produites entre la garnison, la foule et les bolcheviks ».

Au jour dit, l'organisation de combat s.-r. était prête, mais il ne se produisit pas de conflit entre la population et les bolcheviks. Paevski, obéissant au comité central, avait réuni soixante hommes au comité du parti du rayon Moskovski. Il comptait sur le concours du régiment de Semenov, de la division des automobiles blindées et du régiment de Preobrajenski. Mais le comité du régiment de Semenov refusa net de marcher. La manifestation s.-r. se trouva réduite à ses propres forces, étudiants, fonctionnaires, groupes du parti et groupes cadets ; elle eut un caractère bourgeois et petit bourgeois très net. (Déposition Paevski.)

Le Comité central du Parti S.-R. qui, ce jour-là, n'osa pas assumer la responsabilité d'une offensive, ne recula pas devant celle d'une provocation. Les députés de la Constituante dissoute lancèrent « à tous les citoyens » un appel dans lequel ils étaient invités à mettre un terme à « l'usurpation criminelle des bolcheviks ». Les s.-r. formaient de plus en plus un bloc étroit avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire, et nous ne citerons que comme un modèle d'hypocrisie leur décision officielle du 9 décembre prescrivant « le 5 janvier, jour de l'ouverture de la Constituante, l'organisation d'une manifestation pacifique ». A la même heure, Paevski recevait du Comité central l'ordre d'organiser ses formations de combat.

Le Parti S. R. du 6 janvier au 14 Juin 1918

La période qui s'étend de la dissolution de l'Assemblée Constituante au 14 juin 1918, date de la promulgation de l'arrêté de l'Exécutif panrusse des soviets excluant le Parti S.-R. de droite du nombre des partis légaux en Russie et ses membres des soviets, est celle de la systématisation de la lutte armée de ce parti contre le pouvoir des soviets. Les événements les plus importants de cette période sont : la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, le commencement des attentats terroristes des s.-r. et la réalisation officielle du bloc du Parti S.-R. avec la réaction en vue de campagnes militaires contre l'Etat ouvrier et pay-

san. Du 7 au 14 mai délibère le huitième conseil national du Parti S.-R. dont le sort se décide.

Au mois de mars, le 4^e Congrès panrusse des soviets, convoqué d'urgence, avait ratifié à une grande majorité la paix de Brest-Litovsk. Quelles que fussent les dures conditions de cette paix, la continuation de la guerre impérialiste par la révolution était une chose impossible et posait une question de vie ou de mort. Dès ce moment, le Parti S.-R. la résolvait contrairement à la volonté bien arrêtée du pouvoir des soviets. Dès le 6 février 1918, le comité central du Parti S.-R. avait adopté une résolution invitant les députés du Parti à la Constituante à « ne point reconnaître la paix infâme conclue avec l'Allemagne par les bolcheviks, appeler le pays entier à ne point la reconnaître et en informer les puissances alliées ».

Au lendemain du 4^e Congrès panrusse des soviets, le Parti S.-R., dans un manifeste à tous les peuples civilisés et à tous les partis socialistes, déclarait ne point reconnaître la paix de Brest-Litovsk et promettait la continuation de la guerre contre les empires centraux aux côtés des alliés combattant pour le droit des peuples dès que la Russie aurait un pouvoir reconnu par toute la nation ».

Nous remarquerons que cet appel social-patriote était en contradiction avec les décisions du 4^e Congrès du Parti S.-R. et mêmes avec celles de l'Assemblée constituante et qu'il suffirait à justifier contre ses auteurs l'inculpation de haute trahison. Le Parti S.-R. a pris ainsi solennellement contact avec les puissances alliées. La déposition du membre du Parti S.-R. Zakheim nous apprend que ce témoin fut, au lendemain de la ratification de la paix de Brest-Litovsk, chargé par l'accusé Timofeiev de porter à toutes les missions alliées résidant à Moscou, c'est-à-dire aux missions française, roumaine, américaine et italienne, des paquets contenant les appels du Parti S.-R. pour la guerre. « Les représentants des diverses missions étrangères me chargèrent d'exprimer aux dirigeants du Parti S.-R. la reconnaissance des alliés. » (Déposition Zakheim.)

L'accusé Timofeiev écrivait à la même époque dans un article intitulé *La Guerre et la Paix*, que « la Russie a pour devoir de rentrer de nouveau dans la coalition de l'Entente, de partager les fardeaux des alliés et d'accepter leurs secours militaires afin de recréer sa propre puissance militaire ». Timofeiev concluait que « ce ne serait pas là une capitulation devant l'impérialisme ». (Dans *Narodo Vlastié*, p. 28.)

Le 8^e Conseil national du Parti (7-14 mai 1918) allait accepter officiellement ce point de vue. Une de ses résolutions disait : « L'impérialisme allemand triomphe et attaque de plus en plus... Le pouvoir bolchevik, impuissant, est dépourvu d'assises ». — « En aucun cas la démocratie laborieuse ne peut, pour le rétablissement du pouvoir du peuple, s'appuyer sur une force armée étrangère même alliée » — « mais considérant que la politique du pouvoir bolchevik menace l'indépendance même de la Russie, le 8^e Conseil national du Parti S.-R. présume que ce danger ne peut être écarté que par la liquidation immédiate du gouvernement bolchevik et par la transmission du pouvoir à un gouvernement légitimé par le suffrage universel... Pour ce gouvernement, l'entrée en territoire russe des troupes alliées serait admissible dans des buts purement stratégiques et non politiques, à la condition que la non-intervention des puissances étrangères dans les affaires intérieures de la Russie et l'intégrité du territoire russe fussent garanties ».

Telle est la résolution du Parti S.-R. qui en devait, pendant une année, définir toute sa poli-

tique et coûter aux travailleurs russes d'innombrables sacrifices. La trahison y était à la fois nettement exprimée et justifiée avec grandiloquence. Le programme d'action des s.-r. se résumait comme suit : 1^o renversement du pouvoir des soviets avec les seules forces du Parti ; 2^o organisation d'un gouvernement démocratique ; 3^o coopération avec les alliés et secours militaires des alliés ; 4^o continuation de la guerre avec l'Allemagne. « La liquidation du pouvoir bolchevik est la tâche immédiate de toute la démocratie », proclamait le 8^e Conseil national.

Concrètement et pratiquement, cela voulait dire, en contraste avec la décision du Comité central du 6 février, qui préconisait la lutte contre le bolchevisme par l'organisation politique des masses et la propagande : la conjuration, la préparation des insurrections, l'appel à l'intervention étrangère, la guerre à tout prix contre l'Allemagne. Le Parti S.-R. en décidait ainsi au moment où l'armée rouge naissait à grand-peine, où la guerre civile faisait rage en Ukraine, en Sibérie, sur le Don, où l'Etat des soviets se fondait.

Ces résolutions ne devaient pas rester lettre morte. Leur application devait revêtir les formes suivantes : 1^o bloc avec les alliés qui fournissent des subsides et bénéficient du concours de l'espionnage s.-r. ; 2^o bloc politique avec les partis bourgeois ; 3^o formation de sociétés secrètes militaires insurrectionnelles ; 4^o formation, à l'aide des troupes tchéco-slovaques insurgées, de foyers de contre-révolution ; 5^o formation, dans le Nord, dans l'Est, en Sibérie et dans le Sud, de gouvernements démocratiques combattant, par les armes, le pouvoir des soviets ; 6^o organisation d'attentats terroristes.

Entre deux dictatures

D'après la déposition du témoin René Marchand, le Consulat français à Moscou avait été chargé, en 1918, par M. Noulens, de la liaison avec les différentes organisations politiques russes antibolchéviques. La liaison avec le Parti S.-R. était assurée par le nommé Ehrlich (1), en contact avec Tchernov et l'accusé Timofeiev. D'après la déposition du membre du Comité central du Parti S.-R. Ivanov, ce Comité fut en relations avec la mission militaire anglaise. Timofeiev informa de ses négociations le Comité central en lui faisant savoir que les alliés promettaient de mettre le Parti en relations avec les Tchéco-Slovaques. D'après la déposition Ratner, Timofeiev et Gotz poursuivirent des négociations prolongées avec les alliés.

Le bureau de la fraction S.-R. de l'Assemblée constituante, transféré à Moscou, entretenait des relations suivies avec les alliés, par l'organe de Bounakov et d'Avxentiev. Ses relations avec M. Noulens et le consul français Masson sont établies.

Les questions étudiées dans toutes ces négociations furent surtout les suivantes : 1^o subsides aux organisations contre-révolutionnaires ; 2^o travail de ces organisations. De nombreux témoignages et notamment ceux des anciens camarades Marchand et Pascal l'attestent, ainsi que les résultats des instructions des procès de la mission française, du consul anglais Lokhardt, du complot de Samara, etc.

Dans sa brochure intitulée : *Entre deux bolchévismes*, un des chefs S.-R. les plus en vue, Arbounov, expose longuement comment son Parti avait été amené à la coalition avec d'autres orga-

(1) Ehrlich, dit Judas-Ehrlich : aujourd'hui député nationaliste de Paris.

nisations contre-révolutionnaires. « Des membres du Parti avaient commencé de leur propre initiative à travailler au rapprochement des forces socialistes et non socialistes... *L'Union pour la Renaissance de la Russie* était en contact avec les représentants alliés à Pétrograd et à Vologda, et surtout avec l'ambassadeur français Noulens... » Or, l'Union était une organisation formée d'éléments socialistes et démocrates bourgeois. D'après la déposition de l'ancienne S.-R. Kondratieva, la coalition se réalisa sur la plate-forme suivante :

1° Impossibilité en Russie d'un pouvoir purement socialiste ; 2° nécessité de soutenir le pouvoir démocratique de l'Assemblée constituante, et, en attendant sa réunion, celui d'un Directoire investi de pouvoirs dictatoriaux.

D'après la déposition Ignatiev, les S.-R., les menchéviks et les socialistes populaires tombèrent d'accord pour approuver l'intervention des forces armées étrangères en Russie... à la condition qu'elles n'intervinssent pas dans la politique intérieure du pays. Ignatiev le déclare nettement : « Oui, nous considérons comme indispensable le secours des alliés en argent et en force armée. »

Le membre de l'Etat-Major Verkhovski déclare : « J'ai eu des conversations avec le général Niessel, de la Mission française. Notre Etat-Major recevait par le général Souvorov des fonds des missions alliés. »

Les points de concentrations des forces contre-révolutionnaires avaient été désignés comme suit : dans le Nord Arkhangel et Vologda ; à l'Est Saratov, Samara, Oufa ; au Sud Rostov-sur-Don et en Sibérie, la révolte des Tchéco-Slovaques (fin mai 1918) fut le signal de la guerre au bolchévisme.

Le membre du Parti S.-R. Volski dépose qu'il se rendit dans la région de la Volga vers le 20 mai 1918, après que le VIII^e Conseil national du Parti eut résolu de combattre le bolchévisme par les armes, et qu'il était chargé par le Comité central de collaborer avec le mouvement insurrectionnel contre les Soviets.

« Samara était déjà au pouvoir des constituants. Je fus élu membre de leur Comité et les pourparlers avec les alliés, représentés par un nommé Guinet (Français) commencèrent aussitôt ». Un autre membre du Comité central S.-R. Vedeniapine se rend à Samara le 8 juin. La ville est au pouvoir des Tchéco-Slovaques avec lesquels le leader S.-R. prend officiellement contact. Il résulte ainsi de nombreux témoignages que les S.-R. n'ont pris le pouvoir sur la Volga qu'avec le concours des baïonnettes tchéco-slovaques et des organisations blanches, notamment celle du colonel Galkine. Ils s'emparèrent ensuite d'Oufa grâce à la trahison du colonel Makhine, membre du Parti qui avait accepté, dans l'intention de livrer la ville, le commandement de l'armée rouge. Makhine avait reçu par le nommé Dachevski les directives suivantes approuvées par l'accusé Timofeiev : accepter un commandement, rester en contact avec les S.-R. et agir selon les circonstances.

C'est ainsi que se forma le premier centre contre-révolutionnaire, à Samara. A sa tête se placèrent des constituants, tous membres du Parti S.-R. : Volski, Klimouchkine, Brouchvit, Nesterov, Fortunatov. Bientôt d'ailleurs, le Comité central du Parti se transportait sur la Volga.

Deux documents caractérisent les tendances politiques de ce mouvement contre-révolutionnaire. Le premier est un manifeste adressé aux alliés. Il commence en ces termes : « Le Comité

des membres de l'Assemblée constituante informe les puissances alliées qu'après sept mois d'un effroyable règne, les usurpateurs du pouvoir ont enfin pu être renversés par le peuple russe... Le Comité de l'Assemblée constituante demeure fidèle aux alliances et répudie toute idée de paix séparée... Il considère que la continuation de la guerre rend nécessaire de la part des alliés le concours le plus efficace à l'armée nationale russe en voie de formation... » Ainsi se précisaient les clauses de l'accord conclu à Moscou par l'accusé Timofeiev avec M. Noulens. La contre-révolution ne pouvait pas tenir par ses propres moyens, il lui fallait à tout prix le concours de l'étranger. Le constituant Outgov écrit dans ses mémoires : « La guerre était faite par les Tchèques et par des volontaires. L'armée nationale nous coûtait très cher et rendait peu de services. »

Le deuxième foyer de contre-révolution se trouva dans le Nord, à Arkhangel. D'après les dépositions du socialiste populaire Ignatiev, vers la mi-juillet 1918, un délégué de l'Union pour la Renaissance arriva de Vologda à Pétrograd et annonça que tout était prêt pour le renversement des Soviets dans le Nord et que l'on n'attendait plus que la descente des alliés à Arkhangel. On ne manquait que de futurs ministres, et le Comité de la Constituante envoya Ignatiev, Tchaïkovsky, leader des socialistes populaires, était déjà à Arkhangel. L'organisation blanche du Nord était formée (déposition, Bezsonov) de colonels, de capitaines, d'officiers, souvent monarchistes et inspirée par des S.-R. et par des socialistes populaires. Le renversement des Soviets à Arkhangel s'accomplit avec le concours de la descente des alliés, d'un contingent d'officiers de cavalerie et d'une unité paysanne. Le général Poole, commandait les forces anglaises. Le gouvernement démocratique du Nord se forma sous la présidence de Tchaïkovsky (socialiste populaire). Il comprenait trois S.-R., Maslov, Likhatch, Goukovski et deux représentants du Parti bourgeois des Constituants démocrates (*cadets*). Ainsi la contre-révolution dans le Nord commençait à la fois par l'intervention étrangère et par la coalition des socialistes avec la bourgeoisie.

Peu de temps après, d'ailleurs, la réaction tentait un coup de main contre le gouvernement Tchaïkovsky, lequel, après avoir été arrêté et déporté, fut contraint de reconnaître le pouvoir suprême de l'amiral Koltchak.

La contre-révolution en Sibérie et en Ukraine

En Sibérie l'histoire de la contre-révolution fut analogue à ce qu'elle avait été à l'Est et dans le Sud de la Russie, mais avec quelque retard dû à l'immense étendue du pays. Les dépositions de l'ancien président du gouvernement sibérien Derber nous font connaître qu'une première conférence de personnalités politiques se réunit à Tomsk dans les premiers jours d'août 1917. Une autre eut lieu le 5 décembre de la même année, tous les partis socialistes, à l'exception des bolcheviks bien entendu, y étant représentés. La Conférence se donna pour tâche de préparer les élections à la Douma sibérienne et de combattre le bolchévisme. Au même moment le Congrès des soviets de l'Ouest sibérien, siégeant à Omsk, décidait de prendre le pouvoir. A Irkoutsk, la bataille des rues dura plusieurs jours et tourna finalement à l'avantage des soviets.

Le 26 janvier 1918, la Douma sibérienne com-

mençait ses travaux à Tomsk sous un régime des soviets déjà affermi qu'elle allait saper par l'action clandestine. Elle élit une représentation gouvernementale, composée dans sa grande majorité de s.-r. de droite : Derber, Vologotski, Novoselov, Koudravtsev, Mikhailov, Youdine, Kraovetski, Chatilov, Zakharov, — mais les bolcheviks étant partout les plus forts, ce gouvernement se transporte d'abord à Tchita, puis, pour la même raison, en Mandchourie, à Kharbine. Il se divise alors en deux gouvernements : celui de la Sibérie et celui de l'Extrême Orient.

L'activité du gouvernement s.-r. de l'Extrême Orient consiste surtout dans la première période à informer les missions étrangères et à leur demander des secours. A la fin de juillet ce gouvernement s'installe à Vladivostok et commence à y négocier avec les Français, les Japonais et les Anglais, auxquels il demande des armes et de l'argent pour combattre le bolchevisme. Les diplomates de l'Entente donnent leur consentement à tout. Avec le concours des troupes tchéco-slovaques le pouvoir des soviets est renversé et les s.-r. se proclament officiellement gouvernement sibérien.

Mais le général Horvat s'est proclamé lui aussi gouverneur suprême de la Sibérie et presque toutes les forces du gouvernement s.-r. se dépensent à tenter de l'évincer, surtout, d'ailleurs, par la voie diplomatique. Le manque d'appui réel dans la population oblige à la fin les s.-r. de Vladivostok à démissionner.

D'après la déposition de Youdine, la déclaration du gouvernement s.-r. de l'Extrême Orient portait l'annulation de la paix de Brest-Litovsk, la continuation de la guerre avec l'Allemagne, la demande aux alliés d'un concours militaire et financier. Le Japon y répondit avec insolence, en prétendant ériger sur l'Extrême Orient une sorte de protectorat.

La déposition Youdine nous apprend que les s.-r. de Vladivostok négocièrent avec le général Horvat la constitution d'un gouvernement commun ; qu'ils négocièrent avec l'ataman Semenov ; qu'ils négocièrent avec le consul anglais Hodson à propos d'une intervention possible ; qu'ils négocièrent avec le gouvernement japonais afin de lui vendre le transport militaire *Petchenga*.

Les représentants du Parti S.-R. Koudravtsev, Novoselov et Ivanitski approuvèrent cette activité en bloc et le gouvernement s.-r. de Vladivostok fut liquidé, par un membre de ce même parti, Vologotski, par suite d'un accord conclu avec le général Horvat. A partir de ce moment, la contre-révolution sibérienne s'identifie avec l'amiral Koltchak.

Dans le Sud de la Russie les s.-r. n'exercèrent à aucun moment le pouvoir qui appartient toujours à des éléments chauvins très nettement réactionnaires. On pourrait, ceci dit, supposer que le Parti S.-R. y fut contraint d'aller un peu plus à gauche. Mais c'est le contraire qui est vrai.

L'Ukraine fut d'abord au pouvoir d'une *Rada* (Assemblée parlementaire) nationaliste. Et les 26-27 décembre 1917 le comité central du Parti S.-R. décidait d'envoyer à Kiev deux de ses membres, Gherstein et Richter « dans le but de préparer, avec la *Rada*, la réunion d'une Assemblée Constituante pansrusse ». Or, la *Rada* était en guerre avec les soviets. Il s'agissait d'ailleurs surtout (voir les *Izvestia* de Moscou du 25 mars 1922) de former des troupes pour la protection de la Constituante et de se faire aider à la fois par la *Rada* et par la mission française. A l'heure même où les s.-r. désavouaient hautement la paix de Brest-

Litovsk ils se préparent, apprenons-nous, à ratifier le traité séparé conclu en secret par la *Rada* ukrainienne avec l'impérialisme allemand. Gherstein et Richter promirent fermement cette ratification, en leur qualité de membres du Comité central des s.-r. Ce Comité les en blâma, paraît-il, mais sans rien changer à la situation.

Sur la tactique des s.-r. en Ukraine, le témoin Rapses, qui était à l'époque membre du Comité central du Bund et député à la *Rada*, nous donne des précisions. Deux éléments faisaient en Ukraine la force de la contre-révolution : les paysans autonomistes et les propriétaires fonciers auxquels se joignait la bourgeoisie. Les s.-r. se rapprochèrent d'abord de la bourgeoisie monarchiste. Après la révolution d'octobre ils collaborèrent avec l'autonomiste Petlioura.

Plus tard, à l'époque où le général Alexeiev forme l'armée blanche qui va bientôt devenir celle de Dénikine, les s.-r. de Ekatiérinodar Schreider, Babine-Korn, Berezov et autres forment le *Comité des Constituants du Sud-Est* et éditent le quotidien *Rodnaia Zemlia* dont les sympathies réactionnaires furent telles que le Comité central du Parti blâma ses rédacteurs.

Les s.-r. Argounov et Roudnev, d'après la déposition Evmenev, collaboraient avec le commandement blanc. Les s.-r. Batkina, Lebediev, Metropolis et leurs groupes collaboraient ouvertement avec l'armée nationale de volontaires. Le Comité central du Parti envoya en Ukraine l'accusé Grégoire Ratner pour y rétablir l'unité d'action du Parti. Ratner entra tout de suite en conflit avec les s.-r. d'Ukraine. A son retour il fit son rapport au membre du Comité central Donskoï : « J'eus, dit-il, l'impression que le Comité central du Parti couvrait de son autorité la collaboration de militants ukrainiens avec les agents français et avec l'armée blanche. »

Diverses autres dépositions prouvent que le Comité central du Parti S.-R., siégeant à Moscou, fut en relations avec les généraux Alexeiev et Dénikine. L'accusé Donskoï disait : « L'armée de volontaires est la plus forte des armées antibolcheviks et n'est pas atteinte du virus séparatiste. »

Vers cette époque le Parti organise une série d'attentats terroristes contre les chefs de la révolution. Ces attentats, il les désavoue aussitôt solennellement et l'on ne peut, à l'époque, que présenter sa culpabilité. Mais l'ensemble de son activité contre-révolutionnaire légitime pleinement la décision prise le 14 juin 1918 par l'Exécutif panrusse des soviets et qui, « vu les immenses difficultés du moment pour le régime des soviets, le travail contre-révolutionnaire du Parti S.-R., sa coopération avec Kalédine et Kornilov sur le Don, Dourov, dans l'Oural, Semenov, Horvat et Koltchak en Sibérie, ainsi qu'avec les Tchéco-Slovaques, exclut ce Parti des Soviets et lui refuse le bénéfice de la légalité ». La même mesure s'appliquait pour les mêmes raisons aux mencheviks.

De l'intervention étrangère à la jacquerie

En 1918-19, les S.-R. veulent utiliser contre le bolchévisme les forces des alliés. Mais ce sont toujours les alliés qui utilisent, en fin de compte, les forces des S.-R. Leur activité embrasse tous les fronts de la guerre civile et arrive pourtant aux mêmes résultats.

A Arkhangel, un gouvernement en majorité de S.-R. est présidé par le socialiste-populaire Tchaikovsky. Les dépositions d'un membre de ce gouvernement font connaître la dictature exercée dans le Nord par le commandement allié, par des fractions réactionnaires, le général Miller. Les

Anglais (généraux Poole et Iranside successivement), font la loi suprême. M. Noulens continue ses intrigues. Presque toutes les administrations sont au pouvoir de la réaction. Arkhangel était tombé au pouvoir des socialistes — derrière lesquels se dissimulait à peine la réaction — grâce à l'intervention alliée. Quand les alliés décidèrent d'en retirer leurs troupes, le gouvernement démocratique du Nord — qui avait reconnu le pouvoir suprême de l'amiral Koltchak ! — fut condamné et ne put qu'adresser aux puissances des appels désespérés, remplis de reproches indirects.

Ignatiév tire de cette longue équipée contre-révolutionnaire, pendant laquelle le sang ouvrier n'avait pas cessé un seul jour de couler, ces conclusions : « La coalition avec la bourgeoisie s'était révélée utopique, dans la lutte contre les Soviets ; les Partis, surtout le Parti S.-R., avaient prouvé leur incapacité ; en toutes rencontres, ils avaient abandonné leurs positions à l'étranger et à la réaction, « seule la masse paysanne portait réellement tous les poids de la lutte, souffrait et mourait. »

La physionomie politique du gouvernement de Samara est nettement exprimée dans le manifeste du Comité régional du Parti S.-R. du 12 juin 1918. Lisons : « Le pouvoir bolchévique a disparu à Samara... Le pouvoir qui a trahi la patrie et la révolution, vendu le pays aux Allemands, doit périr... Le pouvoir des traîtres doit être détruit... Nous convions tous ceux qui veulent la renaissance de la Russie à s'unir... à soutenir la Sibérie, l'Oural, Samara. Préparez-vous, organisez-vous, serrez les rangs pour la lutte et la victoire. »

Comment les constituants S.-R. de Samara allaient-ils s'acquitter de leur tâche de sauveurs de la Russie et de la Révolution ? Les témoignages d'Outgof, de Sviatizki, d'Avxentiev, d'Argounov, de Volski, de Maiski vont nous l'apprendre.

Outgof a refusé de déposer devant le tribunal, mais a publié des souvenirs suffisants à nous documenter. Il constate que le pouvoir des Soviets fut renversé avec le concours des Tchéco-Slovaques, que le gouvernement de Samara ne pouvait rien sans les généraux réactionnaires Grichine-Almazov, Ivanov, Rinov, Belov ; que les S.-R. de droite du gouvernement sibérien Mikhailov, Starinkevitch, Vologotski ne reculaient pas devant l'assassinat et l'arrestation de membres de leur propre Parti, moins droitiers, pour les évincer du pouvoir, etc., etc.

A la conférence d'Oufa (3 septembre 1918) assistaient les S.-R. Volski, Bourenev, Tchalkine, Outgof, Rakov, Fédorovitch ; le général blanc Dougov représentait le gouvernement d'Orembourg, Maiski les menchéviques, le général Boldyrov l'Union pour la Renaissance de la Russie. Assistaient en outre, à des titres variés, les S.-R. Avxentiev, Zenzinov, Argounov, Brechkovskaya. Le cadet Krol prôna la dictature unipersonnelle. On finit par élire un directoire de cinq membres dont quatre S.-R. ou sympathisants : Avxentiev, Zenzinov, Boldyrev, Vologotski, Vinogradov. Programme politique : guerre à l'Allemagne, guerre au Soviets, respect des traités conclus avec les Alliés, réunion de l'Assemblée constituante. D'après Outgof, les conjurations, les assassinats, le banditisme, l'aventurisme militaire et politique caractérisaient à ce moment l'atmosphère de la contre-révolution. Le ministre Vologotski organise l'assassinat d'un notable, Novoselov. Les bandes monarchistes d'Annenkov et de Krasilnikov de-

viennent un danger public. Mais le Directoire — Avxentiev et Zenzinov surtout — n'ose rien tenter contre la réaction.

Dans sa brochure *Entre deux Dictatures*, le S.-R. Argounov caractérise l'activité de ses alliés politiques en Sibérie par la restitution aux propriétaires fonciers, des terres expropriées par les paysans, par la suppression de toutes les organisations ouvrières, par les cours martiales et les exécutions sommaires... Argounov décrit le coup de force tenté par Vologotski (S.-R.) contre les ministres Kroutovski, Chatilov et Novoselov (S.-R.) arrêtés à Omsk, dans la nuit du 20 septembre 1918, puis exilés, excepté Novoselov, que l'on tua.

Nous ne pouvons nous appesantir sur tous les détails historiques de cette ère de troubles. La coalition des S.-R. avec la bourgeoisie ne produit qu'une confusion politique dans laquelle la réaction militaire s'affermait. Les officiers s'affirment ouvertement monarchistes. Ils font disparaître Boris Nikolaevitch Moeseenko, vieux militant S.-R. dont on ne retrouva même pas le cadavre. Le S.-R. Nil Fomine, les menchéviques Moevski et Kireenko sont tués. Argounov écrit que ces excès ne modifièrent nullement la ligne de conduite des dirigeants S.-R. et du gouvernement.

Dans la nuit du 19 novembre 1918, le Directoire, qui s'était transporté à Omsk, est arrêté. Le Conseil des ministres investit du pouvoir l'amiral Koltchak. Un tribunal nommé à cet effet acquitte les auteurs du coup d'Etat. Avxentiev, Argounov et Zenzinov sont exilés en Extrême-Orient, puis envoyés à l'étranger. Koltchak remercie solennellement ses officiers d'avoir prévenu le coup de force médité par le Parti S.-R.

Pendant ce temps, les paysans et les ouvriers sibériens étaient en butte à toutes les férociétés de la réaction. La déposition de Maiski dit que le « Comité des Constituants de Samara... châtia les ouvriers d'Ivachtchenkovo (près Samara), coupables d'avoir rétabli chez eux le pouvoir soviétique, en massacrant plusieurs centaines de personnes ». Les dépositions Sviatizki et Volski confirment ce fait.

Les lettres d'Avxentiev, écrites de l'étranger à ses camarades de Parti, ainsi que le message du groupe Volski à tous les membres du Parti S.-R., situent les responsabilités de l'aventure sibérienne. Elles retombent principalement sur Avxentiev, qui, fidèle à sa doctrine de collaboration loyale avec la réaction, ne fit rien pour prévenir sa victoire complète. Le Parti S.-R., en s'appuyant, pour combattre les bolchéviques, sur les armées étrangères (tchéco-slovaques) et sur la caste militaire, avait aplani les voies à la dictature de Koltchak.

A Samara et à Oufa, il est nécessaire de le mentionner, tous les S.-R. ne s'étaient pas montrés disposés à servir aveuglément la réaction jusqu'au jour où celle-ci jugerait bon de se débarrasser d'eux. Des scissions s'étaient produites, la minorité s'écartant d'une majorité résolue à suivre jusqu'au bout une politique de collaboration avec la bourgeoisie. Les rudes leçons données aux S.-R. d'Arkhangel par le général Miller et M. Noulens, aux S.-R. du Sud par Dénikine, à ceux de Sibérie par Koltchak, portèrent leurs fruits. Le 8 février 1919, une conférence du Parti S.-R. se tenait à Pétrograd et décidait « que la Russie ne peut s'émanciper que par ses propres forces ». — « que les tentatives d'occupation du territoire russe par les impérialistes de l'Entente devaient être énergiquement repoussées ». — « La démocratie russe exige, à l'unanimité, la fin de l'intervention. » La même résolution décidait la lutte contre la réaction bourgeoise et monarchiste. Les

S.-R. plaçaient enfin sur le même plan les impérialismes allemand et allié. C'était, on le voit, une rupture complète avec le programme tracé par le VIII^e Conseil national du Parti. Rupture si complète, que le Parti S.-R. répudiait officiellement toute idée de bloc avec les Partis bourgeois tendant à la dictature. Que nous voilà loin de l'*Union pour la Renaissance de la Russie* et des pourparlers avec les alliés !

Le 19 février 1919, les membres du Comité des Constituants de Samara, Volski, Sviatitski, Rakitnikov et Bourev signaient, avec les représentants du pouvoir des Soviets, Kaménev et Kresinski, une convention par laquelle ils renonçaient à combattre les Soviets, les armes à la main, obtenant et accordant par la même occasion une amnistie réciproque. Le 27 février 1919, l'Exécutif panrusse des Soviets abrogeait sa décision du 14 juillet 1918 et restituait le bénéfice de la légalité aux membres du Parti S.-R., se plaçant sur la plateforme de la dernière Conférence du Comité des Constituants de Samara. L'Exécutif panrusse des Soviets invitait solennellement le Parti S.-R. à collaborer avec la Russie révolutionnaire.

Mais le Parti S.-R., dans son ensemble, ne voulait pas cette paix. La Conférence de Péetrograd, tout en adoptant les résolutions dont nous avons parlé, avait constitué des commissions militaires auprès de tous les Comités du Parti pour la propagande dans l'armée rouge. Les dirigeants du Comité des Constituants de Samara furent l'objet de demandes de contrôle et d'exclusion. Enfin, le 5 avril 1919, le Comité central du Parti donne, dans un manifeste, une interprétation nouvelle des résolutions de Péetrograd. Il proclame que le bolchévisme « réduit le paysan en esclavage », que « la démocratie laborieuse n'oublie pas que le pouvoir bolchévik est la pire puissance réactionnaire », que « le Parti ne cesse de la combattre les armes à la main, que parce qu'il ne peut pas agir sur deux fronts à la fois ».

Dans une lettre du 11 mai 1922, adressée au bureau de l'Exécutif panrusse des Soviets, plusieurs membres influents du Parti, et notamment le membre du Comité central Michel Zitline, écrivent : « Notre renonciation à la lutte armée contre le pouvoir des Soviets fut purement tactique : nous ne condamnons pas cette lutte en principe et nous n'engagions pas l'avenir. »

Tel était l'état d'esprit du Parti lorsque se réunirent, du 18 au 20 juin 1919, son IX^e Conseil national. Deux motions s'y trouvèrent en présence, celle de Volski et celle du Comité central. Cette dernière fut adoptée à l'unanimité contre une voix et une abstention. Dans un manifeste, publié aussitôt après par le Comité central, nous trouvons ces lignes très claires : « Sous le tsarisme communiste, le Parti ne peut, actuellement, prendre les armes, tant par suite du manque de forces que par suite des agressions réactionnaires contre le bolchévisme. »

Les membres du Parti S.-R. Volski, Bourev, Dachevski, Rakitnikov, Libermann, Sviatitski, Smirnov et Tchernenkov s'opposèrent ouvertement alors à la politique du Comité central. Au moment où Dénikine menaçait Toula, ils se mirent à la disposition du gouvernement des Soviets pour être envoyés au front. Cet « acte d'indiscipline » leur valut un blâme officiel du Comité central, la dissolution de leur groupe et l'annulation de leur décision. Le 30 octobre 1919, le groupe Volski se séparait du Parti S.-R. Au même moment, le bureau du Comité central S.-R. déclarait,

dans un message signé de Lounkévitich, Gotz, Eugène Ratner et Timofeiev, que « le Parti reste tout entier sur ses anciennes positions et ne renonce nullement à la lutte armée contre les ennemis du pouvoir du peuple », c'est-à-dire de la démocratie.

Les dépositions Dachevski nous font connaître un incident révélateur de la véritable politique du Comité central S.-R. à l'égard de Dénikine. Au moment où Dénikine menaçait Toula, le leader du Parti, Tchernov, demanda au Comité central l'autorisation de dénoncer dans un manifeste le caractère réactionnaire du général Dénikine. Le Comité central le lui défendit. Nous savons, par ailleurs, que les s.-r. Zenzinov et Avxentiev parlaient dans leur correspondance d'un appui direct fourni par certains membres du Parti à Dénikine et que le membre du Comité central Donskoï avait été en relations avec le général Alexeiev et était en relations avec Dénikine.

Le 16 mai 1920, enfin, un groupe influent de s.-r. réfugiés à Paris (Kerensky, Avxentiev, Zenzinov, Argounov, Rogoski, Minor, Sokolov, Slonim, Ivanov, Deleski, Rosenfeld) publiait un appel en faveur d'une nouvelle intervention alliée. Le Comité central se borna à dissoudre formellement ce groupe.

Il demeure pour nous que toute la politique des dirigeants du Parti S.-R. tendait à réprimer la poussée de la gauche du Parti et à revenir sur les résolutions de la conférence de Péetrograd, déjà à peu près annulées par celles du 9^e Conseil national du Parti.

A la même époque (mai 1920) le Comité central envoie des instructions aux membres du Parti sur la meilleure manière d'entretenir l'effervescence parmi les paysans. Il recommande de faire, dans les assemblées villageoises, le procès du pouvoir des soviets, et de former des *Unions de la Paysannerie laborieuse*, sans parti, dans lesquelles pourront entrer les membres des sectes religieuses, les s.-r. de gauche et tous les éléments des campagnes. Un Conseil panrusse des Frères travailleurs doit unifier l'action de toutes ces unions. C'est, comme on voit, d'un mouvement paysan embrassant toute la Russie qu'il est question.

En septembre 1920, les effets de cet appel se faisaient sentir à la conférence du Parti. Un délégué du Terek demandait la préparation immédiate de l'insurrection. Le représentant de l'organisation s.-r. de Tambov opinait dans ce sens en faisant valoir le beau travail d'Antonov. Le délégué du Kouban demandait l'insurrection immédiate. Un délégué d'Ekaterinoslav préconisait la terreur. — Et dans le n^o 1 de la *Russie révolutionnaire*, Tchernov écrivait que Koitchak et Dénikine vaincus, « la démocratie laborieuse de la Russie peut de nouveau se retourner avec toutes ses forces contre les bolcheviks ». La comédie de la renonciation à l'emploi des armes était finie.

Les correspondances adressées à ce journal par Iouri Podbelski relatent comment les s.-r. organisèrent à Tambov l'*Union de la Paysannerie laborieuse*, comment fut massacré le Comité exécutif du soviets de Verkhodensk, comment les paysans armés de fourches et de faux s'avancèrent de village en village au son du tocsin vers Tambov, que la résistance des rouges les empêcha d'atteindre. « La deuxième phase des opérations commence avec l'intervention d'Antonov, ancien expropriateur de 1905, revenu du bagne en 1917 et devenu chef de la milice du district. Illégal en 1918, Antonov se consacre au terrorisme et extermine, au cours de l'été de 1919, dans le seul district de Kissanovsk, près de cent communistes. Le comité s.-r. de Tambov le prie alors de ne plus se re-

vendiquer du Parti ». Antonov continué, sans invoquer officiellement le Parti, à attaquer les trains et les exploitations agricoles, à égorger les gens. Le s.-r. Podbelski trouve le mouvement paysan de Tambov, dont Antonov est le chef et l'incarnation, « très sain, mais faible dans sa direction idéologique ».

L'Union de la Paysannerie laborieuse demande la réunion de l'Assemblée constituante, une paix équitable avec toutes les puissances, les libertés démocratiques, la socialisation des terres, l'appel au capital étranger. Constatons que c'est là, en somme, le programme du Parti S.-R. Le Comité central du Parti a, selon son habitude, désavoué le mouvement d'Antonov. Podbelski explique que l'Union de la Paysannerie laborieuse, formée en 1920, au printemps, par les s.-r. de Tambov, n'a rien de commun avec l'Union de la Paysannerie laborieuse formée en automne par Antonov. Mais la déposition du s.-r. Ichine nous montre que ce militant de Tambov considérait depuis 1905 Antonov comme un camarade du Parti. « Nous avions été informés de Moscou que le Comité central et Tchernov approuvaient l'insurrection de Tambov », dit Ichine.

Le s. r. Mouraviev appartient aussi au Bureau de l'Union d'Antonov. Mouraviev, dans ses dépositions, reconnaît que l'organisation s.-r. de Tambov fournit des cadres à Antonov et lui donna l'ordre de prendre le dépôt d'artillerie de Marchansk. Quantité de faits de ce genre ne permettent pas de douter des rapports entre le Parti S.-R. et les bandes d'Antonov.

1920-1921

Les dépositions d'Ignatiev, concordant d'ailleurs avec celles de plusieurs autres témoins et accusés fixent au mois de mars 1920 la naissance de l'organisation insurrectionnelle paysanne de la Sibérie. Le groupe d'initiative est formé par Youdine, Tiatkine, Diakonov, Chagranov, Mérinov, Ignatiev, etc., tous s.-r. ou socialistes populaires. Le but de l'Union paysanne de la Sibérie est l'insurrection. Youdine expose qu'il s'agissait de préparer « la révolution paysanne et le renversement du pouvoir communiste ». L'Union organisée, ses membres se séparent. Youdine se rend à Omsk et Ignatiev dans l'Altai, Tiatkine est nommé chef de la section militaire, laquelle entre en relation avec l'organisation militaire blanche de Gousta-messov. Le s.-r. Koudravtsev, membre du comité sibérien du Parti, fut mis au courant des travaux de l'Union. Le Parti d'ailleurs laissait à Youdine toute liberté de continuer ses fonctions dans l'Union paysanne. Mais lorsque le membre du Comité central s.-r. Ghernstein fut arrêté, le Comité central publia une déclaration affirmant « que les membres du Parti étaient complètement étrangers au mouvement sibérien ». La déposition de Youdine nous apprend cependant que le Comité central du Parti S.-R. était abondamment renseigné sur l'Union paysanne. La liaison était assurée par le Comité régional du Parti.

Les faits étudiés montrent que le Parti S.-R. constitue en 1920 un ensemble de groupes rattachés les uns aux autres par des liens très lâches et parmi lesquels se faisaient parfois jour des tendances contradictoires. Mais le Parti s'écartait résolument de ceux de ses membres qui, comme le groupe Volski, se prononçaient catégoriquement pour la fin de la guerre civile ; le Parti blâmait également le groupe Zenzinov, Argounov, Avxentiev, partisans de l'intervention étrangère, mais sans prendre contre lui aucune mesure ; les or-

ganisations locales agissaient cependant à leur guise, sans cohésion, allant parfois jusqu'à invoquer, comme au Kouban, la constitution des soviets contre les communistes ; le Comité central de ce Parti depuis le 5 avril 1920 encourage solennellement le mouvement insurrectionnel paysan.

La révolte de Cronstadt donna à tous les éléments réactionnaires les plus grandes espérances. Tchernov se souvint de son titre de président de l'Assemblée Constituante pour envoyer aux mate-lots insurgés de Cronstadt un message de congratulation et l'offre de ses services en matière de ravitaillement. « Je suis prêt à venir moi-même, écrivait-il, et à mettre mes forces et mon autorité au service de la révolution populaire. J'ai foi en la victoire finale du peuple ouvrier et en la volonté des masses soulevées pour l'Assemblée Constituante. » La délégation à l'étranger du Parti S.-R. offrait à Cronstadt son assistance. Le président du Comité révolutionnaire de Cronstadt, Pétritchenko, répondit en envoyant un salut fraternel à « tous nos frères de l'étranger », mais déclina « provisoirement » les offres de service de Tchernov.

Dans cet échange de messages une chose est à remarquer : les s.-r. admettent avec l'Assemblée Constituante des soviets « librement élus ». Tchernov devait peu de temps après déplorer cette concession exagérée.

Il est piquant de noter qu'au même moment où les chefs du Parti S.-R., pour s'adapter à la mentalité des marins de Cronstadt parlaient de soviets libres, ils négociaient à Paris avec les ennemis déclarés, les ennemis de classe, des travailleurs russes. Le 8 janvier 1921 s'était ouverte à Paris la Conférence des membres de l'Assemblée Constituante. Y assistaient notamment les s.-r. Avxentiev, Minor, Roudnev, Brechko-Brechkosvskaia, Zenzinov et Kerensky, les cadets Milioukov et Roditchev, le constitutionnel d'ancien régime Meyendorff, le socialiste populaire Tchaïkovsky. Et l'on forma un comité commun, qui existe encore, composé en majorité de cadets et de s.-r. De nouveau, en dépit de toutes les résolutions et de toutes les expériences lamentables de la guerre civile, le bloc avec la bourgeoisie !

Dans une curieuse lettre écrite à ce sujet par Tchernov au Comité central les raisons de haute politique qui obligèrent l'ex-président de la Constituante à tolérer ces compromissions des s.-r. de Paris sont naïvement exposées. Il aurait fallu pour y mettre fin exclure Zenzinov, Minor et Kerensky, c'est-à-dire, désorganiser le Parti et lui faire perdre d'importantes ressources matérielles. Or on avait besoin d'argent. Le Comité central fut clément. Il invita platoniquement les constituants à se retirer du Comité formé à Paris.

Le 25 février 1922, le Comité central du Parti adressait à toutes les organisations une lettre circulaire les invitant à encourager la résistance des paysans au communisme et à combattre dans les campagnes les comités d'ensemencement.

Au mois d'août 1921, le 10^e Conseil national du Parti se réunit, constate « la banqueroute du bolchévisme » et proclame que « la nécessité pose avec force la question du renversement révolutionnaire de la dictature ». Ce Conseil approuve la tactique précédemment appliquée dans les campagnes.

Le 5 septembre 1921, les membres du Comité central du Parti emprisonnés à la prison de Bourtirki, Gotz, Hendelmann, Vedeniapine, Donskol, Likhatch, Morosov, Rakov, E. Ratner, Timofeiev, Zeitline, félicitaient dans une lettre le Bureau révolutionnaire de la dictature. Ce conseil approuve la tactique du Conseil national.

Conclusion

1. Au moment de la révolution d'octobre le Parti S.-R. est responsable du commencement de la guerre civile et de l'attaque du général Krasnov contre Petrograd.

2. Après la révolution d'octobre et jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante, le Comité central du Parti S.-R. a préparé de concert avec diverses organisations blanches l'insurrection contre les soviets.

3. Lors de la ratification de la paix de Brest-Litovsk, le Comité central du Parti S.-R. est entré en rapport avec les missions alliées dont il a accepté le concours matériel et financier pour son œuvre de guerre civile et pour ses attentats.

4. A la même époque le Parti, représenté par les membres de son Comité central, s'unissait aux

organisations bourgeoises et contre-révolutionnaires.

5. Le Parti S.-R. a envoyé ses militants dans le Nord, dans la région de la Volga, en Sibérie et en Ukraine, pour y organiser des foyers de contre-révolution et souvent d'intervention étrangère. Il a formé le gouvernement de Samara, participé à la conférence d'Oufa, allumé la guerre civile sur le Volga et en Sibérie, préparé l'occupation par les alliés d'Arkhangel, etc.

6. Vaincu partout, le Parti S.-R. a décidé en février 1919 de renoncer à combattre par les armes le pouvoir des soviets. Mais il a contribué aussitôt après à l'organisation d'insurrections payannes.

7. Le Parti S.-R. a soutenu la révolte de Cronstadt et réalisé à la même époque à la conférence des constituants de Paris un bloc politique avec la bourgeoisie réactionnaire.

Les méthodes de direction de l'Internationale

Une série de critiques sont actuellement faites dans le Parti aux méthodes de direction de l'Internationale. C'est le devoir de tous les membres du Parti d'examiner du point de vue communiste toutes ces critiques. Une question de cette importance ne saurait être morcelée. Elle doit être examinée dans toute son ampleur et en pleine lumière.

Une première critique porte sur l'interprétation abusive qu'aurait donnée l'Exécutif de l'article 9 des statuts de l'Internationale. L'article 9 est ainsi conçue dans la partie qui nous occupe.

Le Comité exécutif de l'Internationale Communiste a le droit d'exiger des Partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne ; il peut exiger l'exclusion des Partis qui auraient violé les décisions du Congrès mondial. Ces Partis ont le droit d'en appeler au Congrès mondial.

Devant la lenteur du Parti français à exclure Fabre, l'Internationale, par son Comité exécutif, a exclu Fabre directement. Et certains, même parmi ceux qui reconnaissent la nécessité de l'exclusion prononcée, disent : « L'Internationale avait le droit d'exiger l'exclusion, son Comité exécutif avait le droit de l'exiger en son nom ; mais le Comité exécutif n'avait pas le droit d'exclure directement. Il y a là un abus de pouvoir qui menace la sécurité de tous les membres de l'Internationale. »

Une seconde critique porte sur une décision du récent Exécutif élargi, aux termes de laquelle les Congrès nationaux, sauf exceptions autorisées par l'Exécutif, devront avoir lieu après le Congrès mondial.

Certains camarades disent : « Les Partis n'auront plus le droit de faire connaître leur opinion, ils n'auront plus le droit de mandater leurs délégués, les Partis n'auront plus qu'à enregistrer les décisions prises par le Congrès mondial sous la pression de l'Exécutif. C'est l'arbitraire de l'Exécutif qui va régner en souverain maître sur toute l'Internationale. »

Le camarade Heine propose pour la préparation des Congrès une méthode de travail qui éclaire cette dernière critique. Cette méthode fut appliquée l'an dernier dans la Fédération de la Seine. La Fédération d'Indre-et-Loire, dans un ordre du jour

publié dans l'*Humanité*, à la demande du secrétariat du Parti, propose d'étendre cette méthode à la préparation des Congrès nationaux. Dans un récent article de l'*Humanité*, Heine approuve cette proposition. Nul doute que Heine, allant jusqu'au bout de sa pensée, désire étendre une telle méthode à la préparation des Congrès internationaux.

Voici comment Heine expose cette méthode dans l'*Humanité* du 14 juillet :

« L'année qui doit approximativement s'écouler d'un Congrès national à l'autre, est ainsi disponible pour un travail profond et fécond, auquel participe directement la classe communiste tout entière. Quatre mois sont laissés aux sections pour étudier l'ordre du jour national et déposer leurs rapports. Ces derniers sont centralisés et classés par le Bureau fédéral qui rédige impartialement un, deux ou trois rapports, selon le nombre des tendances manifestées sur chaque question. Après discussion nouvelle devant les sections, ces rapports fédéraux sont adoptés par le Congrès fédéral et transmis sous une forme résumée au Secrétariat national qui, opérant à son tour un travail de classification semblable, établit, un, deux ou trois rapports (pour, contre, intermédiaire). Sur ces rapports nationaux, rédigés par écrit, le Congrès national se prononce en toute souveraineté. Dès lors « plus de longues discussions : les discussions ont eu lieu au sein des groupes et des sections ; plus de manœuvres de couloirs ; plus de questions personnelles ».

Examinons successivement les critiques que je viens d'énumérer et les méthodes de travail proposées.

D'après l'interprétation donnée à l'article 9, l'Exécutif aurait le droit d'exiger l'exclusion de groupes ou d'individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne ; mais il n'aurait pas le droit de prononcer lui-même ces exclusions. Alors, si les Partis se refusent à prononcer l'exclusion ou si la procédure suivie par eux traîne en longueur, les individus ou les groupes qui auront enfreint la discipline prolétarienne continueront à faire partie de l'Internationale, à maintenir l'indiscipline dans ses rangs ; par là, ils auront le droit de saboter impunément la préparation des

luttons prolétariennes et ces luttons elles-mêmes. Comment le prolétariat mondial pourrait-il accepter de suivre une Internationale qui proclamerait ainsi son impuissance à chasser immédiatement de ses rangs ceux qui s'opposent non seulement en théorie, mais en fait, aux décisions prises ? Quelle autorité aurait aux yeux du prolétariat, une Internationale qui, proposant à la classe ouvrière une action disciplinée, ne pourrait pas chasser l'indiscipline de ses rangs ?

Et puis, que signifie le droit d'exiger, sans le droit de faire respecter pratiquement ses exigences ?

Si l'on applique cette interprétation à l'exclusion des Partis nationaux, l'Exécutif aurait le droit d'exiger leur départ de l'Internationale, mais si les Partis nationaux refusaient de partir, ils auraient le droit de rester. Ne voit-on pas que l'on aboutit à une évidente absurdité ?

L'ensemble des statuts éclaire d'ailleurs, pour qui ne cherche pas une misérable querelle de procédure, le sens exact de ce passage de l'article 9. Un autre passage de cet article ne dit-il pas : « Le Comité exécutif de l'Internationale Communiste donne à tous les Partis et organisations affiliées des instructions qui ont force de loi ? » L'article 5 ne dit-il pas : « Le Congrès international élit un Comité exécutif de l'Internationale Communiste, qui devient l'instance suprême de l'Internationale Communiste durant les intervalles qui séparent les sessions du Congrès mondial ? »

L'Exécutif aurait ainsi le droit de décider des actions internationales, où la vie des prolétaires serait exposée dans l'intérêt du prolétariat, et il n'aurait pas le droit d'exclure ceux qui par leur indiscipline risqueraient d'alourdir les pertes du prolétariat ?

Et cela pour que la sécurité d'aucun de ses membres ne soit menacée. Mais c'est la sécurité des prolétaires en lutte qui est menacée par l'indiscipline prolétarienne. Il est absolument nécessaire que dans une Internationale d'action, les disciplinés ne puissent jamais se sentir en sécurité.

**

Examinons maintenant s'il est vrai que la tenue des Congrès nationaux postérieurement au Congrès mondial signifie le règne arbitraire de l'Exécutif sur l'Internationale.

Les Partis nationaux ne peuvent-ils pas exprimer leur opinion par un Conseil national ou par un Congrès autorisé par l'Exécutif ?

La question est de savoir si les délégués au Congrès mondial y viendront siéger avec un mandat impératif ou avec un mandat indicatif. C'est là l'un des points essentiels du débat. Quand ils prennent position sur les questions internationales avant le Congrès mondial, les Partis nationaux se prononcent selon leur expérience propre, selon leur information internationale aussi, qui est surtout documentaire, livresque et journalistique. Ils sont forcément appelés à mettre au premier plan, lorsqu'ils construisent ainsi leur opinion, la situation dans laquelle se trouve le mouvement dans leur pays. Cela tient à ce qu'ils sentent surtout leur responsabilité nationale, et à ce qu'ils ne sont pas un centre international de renseignements comparable à celui qui existe au siège de l'Internationale. C'est seulement dans la vie intense d'un Congrès que chaque Parti peut apporter à Moscou, par ses délégués, sa vivante expérience, c'est là

seulement que les points de vue nationaux opposés ou simplement divergents peuvent s'équilibrer ou trouver leur résultante. C'est là, non seulement dans les séances officielles, mais aussi dans les conversations de couloir, dans les échanges de vue privés, qu'on est le mieux à même de se rendre compte exactement de la répercussion des mouvements ouvriers nationaux les uns sur les autres, et d'apprécier justement l'interdépendance des Partis. C'est là seulement que l'on est pleinement éclairé par la lumière de la Révolution russe.

Comment les Partis nationaux pourraient-ils se refuser à tenir compte des grandes leçons du bolchevisme, comment pourraient-ils s'interdire à l'avance d'être influencés par l'expérience des Partis frères ; comment pourraient-ils se refuser par avance à les influencer par les données de leur propre expérience ? Comment un Parti peut-il se dire internationaliste et refuser aux autres Partis et à lui-même de participer à la synthèse vivante des expériences nationales dont la résultante est l'expérience internationale qui doit servir de base aux décisions du Congrès mondial ? Que signifie l'attitude immuablement figée de délégués soumis au mandat impératif ? A quoi bon un Congrès, si les arguments de doctrine et de fait qui s'y produisent, ne peuvent avoir aucune influence sur les votes qui seront émis et sur les décisions qui seront prises ?

Autant le mandat impératif est nécessaire là où se heurtent des doctrines irréductiblement opposées et où règne la défiance des mandats envers les mandataires, la défiance aussi envers des institutions corruptrices, autant le mandat impératif est une absurdité dans l'Internationale Communiste où la doctrine est une et claire, où les divergences d'ordre secondaire ne sauraient diminuer la confiance des uns envers les autres, et où le Congrès mondial tenu au cœur de la Révolution russe, loin d'exercer une influence corruptrice sur les délégués, exerce au contraire sur eux une indiscutable influence régénératrice.

Dans l'Internationale Communiste, seul, le mandat indicatif est désirable. Si les délégués, mieux éclairés, ont changé d'avis, ils s'en expliqueront ultérieurement devant le Congrès national de leur Parti. Ils éclaireront leurs camarades, et nul doute que, dans la plupart des cas, ils ne réussissent à faire adopter par leur Parti le point de vue délibéré par le Congrès mondial.

Même s'il n'en est pas ainsi, même si le Parti gardant son opinion reste sur le terrain des idées comme une minorité dans l'Internationale, il y aura toujours dans un Parti véritablement communiste assez de conscience internationaliste, pour que le Congrès national postérieur au Congrès mondiale affirme avec force sa volonté de discipline internationale. Dans ce Congrès national, l'organisme directeur ne pourra que refléter une telle volonté de discipline solennellement réaffirmée. Les dirigeants du Parti issu du Congrès ne seront jamais des hommes qui par la suite tenteraient de dresser leur Parti contre l'Internationale.

Lorsqu'il s'agit de préparer un Congrès, ne voit-on pas combien il est absurde de réduire l'organe dirigeant à n'être que le totalisateur des opinions émises par les groupes locaux. Voilà des hommes investis de la confiance de leur organisation, voilà des hommes qui souvent sont payés par leur Parti, afin de pouvoir se spécialiser dans l'étude des questions politiques et économiques et dans le travail de direction. Et on ne les utiliserait que pour collecter, classer et additionner les opinions de

camarades qui, courbés sous leur labeur mercenaire, hélas, ne peuvent que s'informer imparfaitement pendant les rares loisirs que leur laisse le dur capitalisme. Les camarades spécialisés dans le travail du Parti, en liaison avec les travailleurs, n'auraient pas le droit d'éclairer leur Parti, d'ordonner les discussions, de proposer leurs solutions aux problèmes de la lutte prolétarienne ; quelle mésutilisation des ressources d'un Parti et d'une Internationale !

Dans un Parti Communiste, tant que dure autour de lui le régime capitaliste, il y a toujours danger de pénétration des influences subtiles de la bourgeoisie, dangers de déviations opportunistes. Et les hommes de confiance du Parti, placés à la direction, n'auraient pas le droit de combattre ces déviations, ce poison subtil ! Faudra-t-il aussi qu'au lieu de les combattre, ils collectent, classent, totalisent impartialement les opinions anti-communistes et les opinions communistes ? Quelle sottise et quel danger !

Le Comité exécutif de l'Internationale, installé au cœur de la réalité révolutionnaire, centre international de renseignements le mieux organisé, indépendant du capitalisme, le Comité exécutif de l'Internationale où affluent les livres, les journaux, les documents, visité fréquemment par les délégués de tous les mouvements du monde, riche d'une expérience vivante, actuelle et sans cesse renouvelée, le Comité exécutif de l'Internationale devrait se borner à n'être presque qu'un appareil mécanique d'enregistrement.

Quelle nostalgie consciente ou inconsciente de la II^e Internationale peut engendrer de pareilles pensées ?

Et c'est bien là le fond de la question.

Une Internationale qui n'est que la somme de ses groupements, une Internationale sans direction forte et continue, une Internationale intermittente, une Internationale sans discipline, voilà, à travers tous les sophismes, à travers toutes les démagogues, à travers tous les artifices de vaines rhétoriques, à travers toutes les belles paroles, voilà ce que nous proposons tous les critiqueurs des méthodes actuelles de direction de l'Internationale Communiste.

Pour l'article 9 des statuts internationaux, contre l'autonomie nationale, pour les pleins pouvoirs de l'Exécutif entre les Congrès mondiaux, contre le mandat impératif et pour le mandat indicatif des délégués, pour les Congrès nationaux postérieurs au Congrès mondial, contre le fédéralisme honteux voilé de centralisation mécanique et bureaucratique, pour la centralisation démocratique et vivante de toutes les énergies intellectuelles et agissantes, de toutes les initiatives, pour la discipline de fer conçue non comme un dogme mystique imposé du dehors par un Comité exécutif étranger, mais bien comme une nécessité d'action joyeusement voulue par toute l'Internationale, contre l'obéissance passive des opportunistes marchant à regret à coups de pieds dans le dos, pour l'obéissance active des communistes marchant avec joie aux batailles libératrices du Prolétariat, voilà ce que proclamera haut et clair le prochain Congrès de Paris.

A bas la II^e Internationale qu'on voudrait ressusciter parmi nous ! Vive l'Internationale Communiste !

Albert TREINT.

 Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

A NOS LECTEURS

L'abondance de la documentation concernant le Procès des S. R., publiée dans ce numéro nous oblige à remettre à notre prochain numéro la Semaine Politique de notre ami Labrousse, ainsi que la fin de l'étude de notre camarade Pierre Franklin.

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

ENTRE L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

LES QUESTIONS FONDAMENTALES
DE LA RÉVOLUTION À LA LUMIÈRE
DE L'EXPÉRIENCE GÉORGIENNE

PAR LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 5 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

NOUVELLE ÉTAPE

PAR
LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 50

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Dans la première partie « La Situation mondiale », l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale ; la seconde partie « Une Ecole de Stratégie mondiale » contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du 3^e Congrès de l' I. C., en même temps que la critique générale de ses travaux.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur